

COMMUNE D'ORNEX

**CENTRE TECHNIQUE
MUNICIPAL**

TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET D'EXTENSION

AK21
DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES
MAI 2022

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

CCAP

MAITRE D'OUVRAGE

Monsieur le Maire
MAIRIE D'ORNEX
45 Rue de Bejoud
01210 ORNEX
04 50 40 59 40

BUREAU DE CONTROLE

ALPES CONTROLE
3bis Impasse des Prairies
ANNECY LE VIEUX
74940 ANNECY
04 50 64 06 75

MAITRE D'ŒUVRE

Architecte SARL ARCHITECTURE 123
Pierre VACHETTA
123, rue du Commerces
01170 Gex
06 85 90 93 54
Architecture.vachetta@wanadoo.fr

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE- DISPOSITIONS GENERALES

1- Objet du marché – Emplacement des travaux

Les services de la commune d'Ornex sont en accroissement constant. Les services techniques étant service support de l'ensemble des activités communales, il est nécessaire d'adapter les locaux du CTM.

Le programme des travaux comprend :

- agrandissement du hangar
- augmentation de la surface de stockage
- rénovation ponctuelle du bâtiment existant

Le Centre Technique Municipal de la commune est un bâtiment structure métallique, bardage métallique et couverture tuiles construit en 1995. Une première rénovation des locaux sociaux a eu lieu en 2017.

2- Durée du marché

Le délai est inscrit dans l'acte d'engagement, début des travaux prévu le 12 Septembre 2022, Fin des travaux le 28 Janvier 2023

3- Coordinateur de la sécurité et de protection de la santé

DEKRA : 131 Avenue de Parme, 01100 BOURG EN BRESSE
04 74 50 69 90

4- Bureau de contrôle

ALPES CONTROLE : 3bis Impasse des prairies, 74940 ANNECY,
04 50 64 26 50

5- Maître d'œuvre du présent marché

SARL ARCHITECTURE 123
Pierre VACHETTA, Architecte DPLG, 123 rue du commerce, 01170 GEX.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces particulières constitutives du marché sont les suivantes :

- Acte d'engagement
- Présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Cahier des clauses techniques particulières tous corps d'état (CCTP lot 0)
- Cahier des clauses techniques particulières spécifique (CCTP du lot)
- Devis quantitatif estimatif
- Dossier de plans
- Planning prévisionnel des travaux

Les pièces générales constitutives du marché sont les suivantes :

- Cahier des clauses administratives générales (CCAG), travaux
- Documents techniques unifiés (DTU)

ARTICLE 3 – PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

1- Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants

2- Tranches conditionnelles

Sans objet

3- Contenu des prix

Les prix du marché sont hors taxes et sont établis en tenant compte des sujétions ci-après :

- interventions suivant le planning des travaux (intervention limitée aux périodes de vacances scolaires).
- sujétions imprévues
- respecter les ouvrages existants conservés
- sujétions particulières en particulier le planning prévisionnel

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le devis.

4- Variation dans les prix

Les prix sont fermes, ni révisables ni actualisables

Application de la taxe à la valeur ajoutée : les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

5- Règlement des comptes et du solde

Les travaux sont constatés et réglés selon leur état d'avancement. Les travaux seront réglés mensuellement par acompte.

6- Paiement des sous-traitants

Les entrepreneurs recourant à la sous-traitance sont tenus d'en demander l'autorisation au maître d'ouvrage.

Il est précisé que pour les sous-traitants de l'entreprise titulaire, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à payer par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné et accompagné de la demande de paiement du sous-traitant titulaire.

7- Compte prorata

Sans objet

8- Délais de mandatement

Suspension des délais :

Par dérogation aux articles 13.23 et 13.43 du CCAG, si du fait de l'entrepreneur, il ne peut être procédé aux opérations de vérifications ou toutes les opérations nécessaires au mandatement, le délai de mandatement est prolongé d'une période de suspension dont la durée est égale au retard qui en est résulté.

La suspension ne peut intervenir qu'une seule fois et par l'envoi par le maître d'œuvre à l'entrepreneur, huit jours au moins avant l'expiration du délai de mandatement, d'une lettre recommandée avec avis de réception postal, lui faisant connaître les raisons qui, imputables à l'entrepreneur, s'opposent au mandatement, et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter. Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de mandatement.

La suspension débute au jour de la réception par l'entrepreneur de cette lettre recommandée

ARTICLE 4 : DELAIS D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

1- Délai d'exécution des travaux

Le délai est inscrit dans l'acte d'engagement : début des travaux prévu le 12 Septembre 2022

2- Pénalités pour retard, primes d'avance

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

L'entrepreneur subira par jour ouvrable de retard dans l'achèvement des travaux une pénalité de 200 Euros par jour ouvrable de retard.

3- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets, pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé, et particulièrement à la fin de chaque journée de travail.

4- Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution.

Les documents prévus au CCTP doivent être fournis avant la date de réception des fournitures.

ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

1- Cautionnement

Les paiements seront amputés d'une retenue de garantie de 5 % du montant TTC des travaux. Toutefois, les entrepreneurs ont la possibilité d'éviter la retenue de garantie s'ils fournissent pour un montant égal une caution personnelle et solidaire d'un établissement financier agréé.

ARTICLE 6 : PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

1 Provenance des matériaux et produits

Le CCTP et le DQE fixe le type et la provenance des matériaux et produits

2 Caractéristiques, qualité, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions des DTU concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composant de construction utilisés dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

- 3 Prise en charge, manutention et conservation des matériaux et produits fournis par le Maître d'Ouvrage.

Sans objet

ARTICLE 7 : IMPLANTATION DES OUVRAGES

- 1 Piquetage général
Sans objet

- 2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés
Sans objet

ARTICLE 8 : PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

- 1 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Le délai est inscrit dans l'acte d'engagement : début des travaux prévu le 12 Septembre 2022
Période de préparation de chantier : 2 semaines.

- 2 Plan d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détails

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis avec les notes de calculs correspondantes, à l'approbation du maître d'ouvrage. Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard quinze jours après leur réception.

- 3 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.
La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10% et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

- 4 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

Aucune stipulation particulière. Application stricte de la réglementation du travail

ARTICLE 9 : CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

1- Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages seront assurés sur le chantier par le titulaire du marché.

2- Réception

La réception de(s) ouvrage(s) ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies dans le CCTP.

3- Mise à disposition de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Suivant planning du dossier marché (la partie administration sera livrée avant la partie atelier et la partie abri voitures).

4- Documents fournis après exécution.

Les modalités de présentation des documents à fournir après exécution sont indiqués dans le CCTP lot 0.

5- Délais de garantie

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune spécification particulière

6- Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les cotraitants et les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivant et 2270 du Code Civil.

ARTICLE X10 : DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Sans objet

A

Le

L'entreprise
Signature précédée de la mention « Lu et approuvé »

Le Maître d'ouvrage